



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 29/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS 77320 BIOGAZ

La Commanderie
77320 Chevru

Références : E/25-0204
Code AIOT : 0006523463

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19 janvier 2026 des quatre lagunes déportées situées sur le territoire des communes de Chevru et de Chenoise-Cucharmoy, aménagées par la SAS 77320 BIOGAZ dans le cadre de l'exploitation de son installation de méthanisation implantée La Michée 77320 La Ferté-Gaucher. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection portait sur le respect de l'arrêté préfectoral n° 2025/DRIEAT/UD77/107 du 15 juillet 2025 portant suspension d'installation et prescription de mesures conservatoires à l'encontre de la SAS 77320 BIOGAZ, pour lesdites lagunes déportées de stockage de digestat.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS 77320 BIOGAZ
- La Michée 77320 La Ferté-Gaucher
- Code AIOT : 0006523463
- Régime : Enregistrement

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SAS 77320 BIOGAZ exploite, sur le territoire de la commune de La Ferté-Gaucher, une installation de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2781-1-b de la nomenclature des installations classées. Cette installation est enregistrée par l'arrêté préfectoral n° 2022/DRIEAT/UD77/049 du 16 mai 2022.

Le 20 mars 2025, la SAS 77320 BIOGAZ a déposé un dossier de porter-à-connaissance relatif à une diversification des intrants de l'installation de méthanisation (ajout de pulpes organiques issues du déconditionnement de biodéchets emballés trié à la source, de graisses de flottaison issues d'abattoir et de lactosérum), sans augmentation des capacités autorisées. Suite à l'instruction dudit porter-à-connaissance par l'inspection des installations classées, le Préfet de Seine-et-Marne a délivré l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2025/DRIEAT/UD77/117 du 22 juillet 2025, modifiant l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 16 mai 2022 susvisé et réglementant désormais l'installation au titre de la rubrique 2781-2-b de la nomenclature des installations classées.

Une précédente visite de l'inspection des installations classées, réalisé le 19 mai 2025 conjointement avec le service régional de l'alimentation (SRAL) de la DRIAIF Île-de-France, a mis en évidence que la SAS 77320 BIOGAZ avait procédé, sur le territoire des communes de Chevru et de Chenoise-Cucharmoy, à la construction de quatre lagunes déportées pour le stockage du digestat produit par l'installation de méthanisation qu'elle exploite à La Ferté-Gaucher. La SAS 77320 BIOGAZ avait par ailleurs procédé à la mise en service des trois lagunes déportées situées sur le territoire de la commune de Chevru, en y stockant du digestat.

Le 26 juin 2025, la SAS 77320 BIOGAZ a déposé un dossier de demande d'enregistrement relatif à la régularisation de la situation administrative des quatre lagunes, ainsi qu'à une augmentation des capacités de traitement de l'installation de méthanisation. Toutefois, suite aux constats réalisés le 19 mai 2025, le Préfet de Seine-et-Marne a pris à l'encontre de la SAS 77320 BIOGAZ :

- l'arrêté préfectoral n° 2025/DRIEAT/UD77/107 du 15 juillet 2025 portant suspension du fonctionnement des lagunes déportées de stockage de digestat, jusqu'à ce qu'il ait été statué favorablement sur la demande d'enregistrement déposée le 26 juin 2025, et imposant l'évacuation du digestat stocké dans ces lagunes, vers des installations dûment autorisées à les recevoir, avec la transmission des justificatifs associés à l'inspection des installations classées,
- l'arrêté préfectoral n° 2025/DRIEAT/UD77/108 du 15 juillet 2025 rendant la société d'une amende administrative d'un montant de 6 000 euros.

La visite d'inspection du 19 janvier 2026, réalisée de manière inopinée, portait sur le respect des obligations imposées par l'arrêté préfectoral n° 2025/DRIEAT/UD77/107 du 15 juillet 2025 susvisé.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Autre
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Justificatif de la traçabilité des terres excavées	Code de l'environnement, article R. 541-43-1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Respect de la suspension administrative	Arrêté Préfectoral du 15/07/2025, article 1	Sans objet
2	Respect des mesures conservatoires	Arrêté Préfectoral du 15/07/2025, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection du 19 janvier 2026, il a été constaté que les quatre lagunes déportées situées à Chevru et Chenoise-Cucharmoy, étaient vides et non exploitées.

En revanche, il a été constaté au niveau des remblais utilisés pour l'aménagement de la lagune déportée située à Chenoise-Cucharmoy, de nombreux déchets non inertes parmi les matériaux de remblais (déchets de plastiques, déchets de métaux, déchets de caoutchouc, etc.).

Au regard de la quantité de déchets non inertes constatés sur le site, l'inspection des installations classées s'interroge sur la nature et la provenance des matériaux utilisés pour la réalisation des remblais et demande à la SAS 77320 BIOGAZ de transmettre l'intégralité des données du registre chronologique correspondant aux remblais réceptionnés pour l'aménagement de la lagune déportée de stockage de digestat située à Chenoise-Cucharmoy, conformément aux articles R. 541-43 et R. 541-31-1 du Code de l'environnement, ainsi que l'ensemble des justificatifs du caractère inerte de ces remblais.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect de la suspension administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2025, article 1
Thème(s) : Illégaux, Suspension administrative
Prescription contrôlée : La SAS 77320 BIOGAZ, dont le siège social est situé au lieu-dit « La Commanderie » à Chevru (77320), est tenue de suspendre immédiatement le fonctionnement des lagunes de stockage déporté de digestat qu'elle exploite sur la commune de Chevru (77320) parcelles cadastrales (ZN 23, ZA 2 et ZO 2) ainsi que la lagune construite sur la commune de Chenoise-Cucharmoy (77160)

(parcelle ZA 40), jusqu'à ce qu'il ait été statué favorablement sur la demande d'enregistrement du 26 juin 2025 susvisée.

Constats :

Suite à la notification de l'arrêté préfectoral n° 2025/DRIAT/UD77/107 du 15 juillet 2025, l'exploitant s'est engagé à évacuer l'ensemble du digestat stocké dans les lagunes déportées construites à Chevru (parcelles cadastrales ZN 23, ZA 2 et ZO 2) et à ne plus exploiter lesdites lagunes, ainsi que la lagune construite à Chenoise-Cucharmoy (parcelle cadastrale ZA 40), jusqu'à ce qu'il ait été statué favorablement sur la demande d'enregistrement du 26 juin 2025.

Le 22 juillet 2025, la SAS 77320 BIOGAZ a transmis des photographies des trois lagunes situées à Chevru, vidée du digestat qui y était stocké.

Le 4 août 2025, la SAS 77320 BIOGAZ a transmis les justificatifs pour l'évacuation de 396 m³ de digestat, vers une installation de méthanisation située dans le département de la Marne.

Lors de la visite d'inspection du 19 janvier 2026, l'inspection des installations classées a constaté que les quatre lagunes déportées susmentionnées étaient vides et non exploitées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Respect des mesures conservatoires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2025, article 2

Thème(s) : Illégaux, Mesures conservatoires

Prescription contrôlée :

La SAS 77320 BIOGAZ doit procéder, sous un délai de 20 jours, à l'évacuation des digestats stockés dans les lagunes de stockage déporté de digestat visées à l'article 1 vers des installations dûment autorisées à les recevoir. Ces lagunes doivent également être nettoyées pour enlever tout résidu de digestat.

Les justificatifs de l'accomplissement des actions précitées sont transmis dans un délai de 10 jours à l'inspection des installations classées.

Constats :

Suite à la notification de l'arrêté préfectoral n° 2025/DRIAT/UD77/107 du 15 juillet 2025, l'exploitant s'est engagé à évacuer l'ensemble du digestat stocké dans les lagunes déportées construites à Chevru (parcelles cadastrales ZN 23, ZA 2 et ZO 2) et à ne plus exploiter lesdites lagunes, ainsi que la lagune construite à Chenoise-Cucharmoy (parcelle cadastrale ZA 40), jusqu'à ce qu'il ait été statué favorablement sur la demande d'enregistrement du 26 juin 2025.

Le 22 juillet 2025, la SAS 77320 BIOGAZ a transmis des photographies des trois lagunes situées à Chevru, vidée du digestat qui y était stocké.

Le 4 août 2025, la SAS 77320 BIOGAZ a transmis les justificatifs pour l'évacuation de 396 m³ de

digestat, vers une installation de méthanisation située dans le département de la Marne.

Lors de la visite d'inspection du 19 janvier 2026, l'inspection des installations classées a constaté que les quatre lagunes déportées susmentionnées, étaient vides et non exploitées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Justificatif de la traçabilité des terres excavées

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 541-43-1

Thème(s) : Autre, Traçabilité des terres excavées

Prescription contrôlée :

I.-Pour l'application du II de l'article L. 541-7, les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Le registre permet d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments.

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée « registre national des terres excavées et sédiments », dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.

Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.

Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense.

La transmission des informations au registre national des déchets, mentionné à l'article R. 541-43, vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsque cette transmission respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.

La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsqu'elle respecte les conditions du présent

Il en matière de délai et de contenu.

[...]

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 19 janvier 2026, l'inspection des installations classées a constaté, au niveau des remblais utilisés pour l'aménagement de la lagune déportée de stockage, de nombreux déchets non inertés parmi les matériaux de remblais (déchets de plastiques, déchets de métaux, déchets de caoutchouc, etc.).

Au regard de la quantité de déchets non inertes constatés sur le site de cette lagune, l'inspection des installations classées s'interroge sur la nature et la provenance des matériaux utilisés pour la réalisation des remblais.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à la SAS 77320 BIOGAZ de transmettre l'intégralité des données du registre chronologique correspondant aux remblais réceptionnés pour l'aménagement de la lagune déportée de stockage de digestat située à Chenoise-Cucharmoy, conformément aux articles R. 541-43 et R. 541-31-1 du Code de l'environnement, ainsi que l'ensemble des justificatifs du caractère inerte de ces remblais.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

